



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Caisse d'allocations
familiales
de Loire-Atlantique
Nantes

Lundi 11 mars 2024

Ce n'est pas à nous de payer pour les profits des milliardaires

152 milliards d'euros : voilà les bénéficiaires nets qu'ont cumulé les plus grandes entreprises françaises, celles du CAC 40, en 2023. Autant de richesses créées par des travailleurs et travailleuses qui voient pourtant leurs salaires stagner pendant que le coût de la vie continue de s'aggraver jour après jour.

Pendant ce temps, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, se demande comment économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... En prenant cet argent dans nos poches, par des suppressions d'emplois dans la santé ou dans l'éducation et par des coupes de budget dans les services publics. Les classes populaires pâtissent, tandis que les riches mettront leurs enfants dans les écoles privées et leurs parents dans des cliniques de luxe : on connaît la chanson !

De l'argent il y en a !

Ce ne sont ni les patrons, ni les ministres qui vont se serrer la ceinture. Ni l'armée non plus : quand il s'agit d'abreuver d'argent les marchands d'armes et d'aller défendre les intérêts des grandes entreprises françaises dans le monde, le gouvernement est très dépensier ! En 2023, le service national universel (SNU), ce stage encadré par des militaires auquel le gouvernement voudrait à terme envoyer toute la jeunesse, a bénéficié d'un budget de 140 millions d'euros. De l'argent dépensé pour prêcher aux jeunes l'obéissance aux ordres et leur bourrer le crâne de propagande nationaliste... Qui serait bien plus utile pour rénover les bâtiments scolaires et embaucher dans l'éducation.

C'est ce que revendiquent les salariés qui luttent depuis le mois de février, et sont pour beaucoup en grève depuis la rentrée des vacances d'hiver, dans les écoles, collèges et lycées de plusieurs départements de France, notamment en Seine-Saint-Denis (93) : des embauches de professeurs, de surveillants, d'infirmières scolaires... Mais aussi l'abandon de la réforme du collège. Une réforme qui voudrait trier les enfants dès l'entrée en sixième pour les assigner à des « groupes de niveau », qui

relèguent inévitablement les élèves des établissements défavorisés dans le groupe des « faibles ». Les parents d'élèves, qui ne s'en laissent pas conter, participent à cette mobilisation, manifestent aux côtés des enseignants. Des lycéens et lycéennes aussi ont rejoint le mouvement pour défendre leur avenir. C'est tous ensemble que nous pouvons gagner contre ce gouvernement qui fait la guerre à la population laborieuse !

Une seule solution : la mobilisation !

Ce mardi 19 mars, les syndicats de la fonction publique appellent à la grève pour l'augmentation des salaires. Une journée seule ne suffira évidemment pas à faire céder le gouvernement, et il n'y a aucune raison de séparer les travailleurs et travailleuses du public et du privé. Nous subissons tous le même sort : des salaires qui ne suffisent plus à vivre face à la cherté de la vie.

Le 8 mars, la CGT faisait état de nombreuses grèves : les femmes de ménage d'Elior-Derichbourg à Grenoble, les plateformes téléphoniques, la SNCF, le personnel de l'Arc de Triomphe et les magasins Leroy Merlin à Paris, des Ehpad dans le Val-d'Oise ou en Isère...

Dans l'éducation, certains employés discutent de poursuivre la grève le lendemain du 19 mars, afin que la mobilisation se coordonne à l'échelle nationale et pas seulement département par département.

Cette journée de grève du 19 mars doit être un succès. La colère qui s'exprimera dépasse largement le seul secteur public. Elle est notre colère à tous : sur les salaires, les conditions de travail, la dégradation des services publics et les attaques contre les chômeurs sous prétexte de réduction budgétaires. Alors emparons-nous partout de cette journée de grève et de manifestations. C'est tous et toutes ensemble qu'il faudra nous retrouver contre le gouvernement et les capitalistes !

France travail, Paris 18e : en grève pour défendre le service public !

Les 29 février, 1^{er} et 7 mars, la majorité des agents du service « gestion des droits » ont débrayé pour obtenir le rétablissement de l'accueil sans rendez-vous pour répondre aux questions sur les droits à l'allocation chômage. Existante depuis des années, cette possibilité a été supprimée au fur et à mesure par la direction, renvoyant les chômeurs vers le téléphone ou internet. Ce qui ne l'empêche de demander aux employés de rendre un service de « qualité ». Les grévistes ont fait signer une pétition au public présent ces jours-là. La direction reste pour l'instant sur sa position mais accepte enfin de recevoir les agents lundi 11 mars.

Cédric Herrou dénonce la chasse aux migrants

Cédric Herrou, agriculteur militant pour les droits humains des migrants dans la vallée de la Roya (frontière entre la France et l'Italie) a posté une vidéo témoignant des contrôles au faciès par les militaires de l'opération Sentinelle. Samedi 9 mars, des soldats, qui pourtant n'ont pas le droit de faire des contrôles d'identité, ont arrêté sa fourgonnette pour savoir si les personnes noires dans sa voiture avaient des papiers. Petit-fils d'immigrés, Cédric Herrou lutte pour l'accueil des migrants en détresse et n'a de cesse de dénoncer cette chasse à l'homme. Il a toute notre solidarité.

Les faux chiffres font les bons résultats

Gabriel Attal s'est vanté des résultats de sa mesure soumettant les personnes au RSA à 15 heures d'activité obligatoire : la moitié auraient retrouvé un travail au bout de cinq mois. Comme s'il y avait soudain eu des milliers d'emplois créés ! En réalité, ce chiffre est largement biaisé, puisque calculé uniquement pour les quelques personnes en bonne position pour retrouver un emploi qui sont entrés dans la mesure. Or, le RSA est la dernière planche de survie, bien insuffisante, pour nombre de personnes qui font face à de multiples difficultés : de santé, de garde d'enfant (souvent des mères isolées), de logement, etc. Le gouvernement préfère pointer du doigt les plus

précaires plutôt que de fournir des solutions. Pour que tout le monde trouve un emploi, il faudrait d'abord des places en crèche, des logements accessibles, des postes adaptés... et des patrons qui embauchent !

Livret armes ?

Le Sénat a voté un projet de loi pour détourner l'argent du livret A vers les grandes entreprises de l'armement. Une première version avait été retoquée par le Conseil constitutionnel. Le livret A est l'un des rares moyens pour la majorité des travailleurs de mettre un peu d'argent de côté. Il est censé financer les logements sociaux et il y en aurait bien besoin tant se loger devient impossible dans les grandes villes. Au lieu de ça, le gouvernement ne cesse de réduire la construction de HLM, 40 % des encours du livret A servent déjà à autre chose... et les sénateurs veulent saisir le reste pour des outils de destruction.

Macron au front

Après avoir évoqué l'envoi de troupes en Ukraine, Macron en rajoute. Lui qui ne voulait « pas humilier » le dictateur Poutine et qui le laissait réprimer les révoltes populaires en Biélorussie et au Kazakhstan joue maintenant au chef de guerre. C'est soi-disant pour aider le peuple ukrainien qu'il pourrait y envoyer des militaires. Au Mali, en Centrafrique ou en Afghanistan, on la connaît la fameuse « aide » militaire française ! Il y a certainement des manœuvres politiciennes et électoralistes derrière les déclarations de Macron. Mais surtout des calculs impérialistes, pour le compte des marchands d'armes et des capitalistes français qui veulent défendre leurs intérêts dans la région, quoi qu'il en coûte... aux classes populaires qui serviront de chair à canon. Que Macron lance un coup de sonde ou prépare un vrai projet, cela ne change rien à la menace bien réelle de guerre qu'entretiennent les dirigeants de ce monde capitaliste. Notre réponse à ceux qui parlent de « réarmement démographique » et veulent relancer le service militaire : on ne crèvera pas pour le patronat et les politiciens à leur service !